

"Sacrifié sur l'autel d'une certaine Europe" dans La Dernière Heure (8 mai 1967)

Légende: Le 8 mai 1967, le quotidien liégeois La Dernière Heure déplore le départ, sous la pression du général de Gaulle, président de la République française, qui le juge trop fédéraliste de Walter Hallstein à la tête de la Commission européenne unique née de la fusion des exécutifs communautaires.

Source: La Dernière Heure. Le plus grand journal belge, le mieux renseigné. 08.05.1967. Liège.

Copyright: (c) La Dernière Heure

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"sacrifie_sur_l_autel_d_une_certaine_europe"_dans_la_derniere_heure_8_mai_1967-fr-b35034ca-91e8-49b0-942a-8e38963efdb5.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Sacrifié sur l'autel d'une certaine Europe

par Robert Gillet

Ce qui rend dramatique la décision de M. Walter Hallstein, c'est tout à la fois la consternation qu'elle provoque chez les nombreux admirateurs de cet Allemand austère à l'intelligence vive, au sens de l'organisation très poussé et au génie politique très grand, et les raisons qui la motivent en même temps que son caractère inéluctable.

Consternation tout d'abord, devant le départ prochain de celui qui fut, à maintes reprises, la « locomotive » de la Communauté.

En 1958, lorsque furent mises en place les institutions communautaires, on se réjouit que, après l'échec cuisant de la CED, le train de l'Europe fût enfin mis sur ses rails. Mais, à ce train, il fallait un moteur puissant; et, ce moteur, on peut dire que M. Hallstein l'a monté de toutes pièces.

En effet, les articles du traité de Rome consacrés à la Commission de la CEE, s'ils définissaient bien les limites de sa compétence, restaient parfaitement muets sur l'organisation de son travail et sur ses plans d'action. D'autre part, il était évident que les deux conditions indispensables de son bon fonctionnement étaient l'indépendance et la compétence de la Commission. Aussi, dès qu'il fut installé à son poste, le président Hallstein s'attacha à organiser le travail de son équipe et à sauvegarder son indépendance et ses prérogatives.

Entouré de personnalités brillantes comme MM. Sicco Mansholt et Robert Marjolin notamment, M. Hallstein n'eut aucune peine à imposer sa Commission face aux représentants des gouvernements nationaux.

Profondément attaché aux intérêts supérieurs de la Communauté, il sut, tout au long des nombreux « marathons européens », se montrer, tantôt intransigeant lorsqu'il s'agissait de défendre le traité dont il était le gardien, tantôt souple dans la recherche de solutions sur le plan technique.

Et c'est ainsi qu'à de nombreuses occasions, son sens du compromis permit à l'Europe de se dégager du bourbier dans lequel l'enfonçait l'âpreté des discussions.

Toutefois, la carrière de M. Hallstein fut compromise peu après l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Le président de la Commission de la CEE considérait, en effet, que le traité de Rome était l'ébauche d'une constitution fédérale de l'Europe. Cette conception devait inévitablement se heurter à celle du chef de l'État français hostile à tout ce qui avait un relent de supranationalité.

Et lorsque M. Hallstein prit l'initiative de proposer aux gouvernements des États membres un budget fédéral contrôlé par le Parlement de Strasbourg et géré par la Commission de la CEE, le général de Gaulle estima que la mesure était comble. En provoquant la crise du 30 juin 1965, il donnait un coup d'arrêt aux velléités supranationales des partisans des États-Unis d'Europe et condamnait en même temps, d'une manière irrévocable, celui qui avait eu le courage politique d'aller au bout de la logique communautaire.

Dès ce moment, le chef de l'État français ne cessa de manifester son hostilité à l'égard de M. Hallstein et son mépris pour la Commission qu'il préside : « un aréopage de technocrates apatrides et irresponsables ».

C'est dans cette atmosphère empoisonnée que se déroulèrent les consultations entre les États membres sur la fusion des trois exécutifs de l'Europe des Six et sur celle des traités. La fusion fut finalement décidée et le principe de la création d'une Commission unique fut adopté. Mais, la question de la présidence de cette Commission – qui pour certains revenait tout naturellement à M. Hallstein – ne fut jamais tranchée parce que la France en faisait une question de personne. Non seulement le général de Gaulle voulait la tête de M. Hallstein, mais il en faisait une monnaie d'échange : « Éliminez cet Allemand trop indépendant et nous saurons nous montrer compréhensifs à l'égard des autres problèmes ». En somme, il s'agissait tout bonnement de sacrifier M. Hallstein sur l'autel d'une certaine Europe : celle des États, qui ne peut

évidemment pas souffrir d'être coiffée par un organisme supranational.

La seule concession que la France faisait à ses partenaires était de nommer M. Hallstein président, pour six mois seulement, de la Commission unique.

Cela, M. Hallstein ne pouvait évidemment l'accepter et le ton de sa lettre au chancelier Kiesinger montre l'amertume qu'il éprouve devant ce qu'il est en droit de considérer comme une marque d'ingratitude à son égard.

Cette affaire présente une certaine analogie avec celle qui a entraîné le départ de M. Hirsch à la tête de la Commission d'Euratom. Parce que, lui aussi, avait placé les intérêts de la Communauté au-dessus des préoccupations nationales, le gouvernement français l'avait rappelé à Paris.

Et ceci nous conduit à une dernière remarque.

Les membres des Commission sont nommés par les États membres, qui peuvent désigner des personnalités qui leur sont dévouées ou qui sont sans grande envergure.

Ainsi, tout en respectant le traité, les États peuvent, à leur gré, affaiblir le poids et la compétence d'une institution communautaire.

Il y a là un danger très grand pour l'avenir car, en somme, si l'on veut faire l'Europe des traités, il faut nécessairement faire celle des institutions. Et sans institutions vivantes, compétentes et indépendantes, l'Europe restera ce qu'elle est encore aujourd'hui : une construction fragile constamment menacée d'ébranlement par des poussées de nationalisme et rongée de l'intérieur par de sordides marchandages sur des questions d'intérêts locaux.